



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R32-2020-237

PUBLIÉ LE 10 JUILLET 2020

Sommaire

Agence régionale de santé Hauts-de-France

| | |
|---|---------|
| R32-2020-06-12-016 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/258 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE SOMAIN (FINESS N° 590780052) (3 pages) | Page 4 |
| R32-2020-06-12-017 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/259 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LILLE (FINESS N° 590780193) (4 pages) | Page 8 |
| R32-2020-06-12-018 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/260 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU GROUPE HOSPITALIER DE SECLIN CARVIN (FINESS N° 590780227) (4 pages) | Page 13 |
| R32-2020-06-12-019 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/261 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE DUNKERQUE (FINESS N° 590781415) (3 pages) | Page 18 |
| R32-2020-06-12-020 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/262 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE CAMBRAI (FINESS N° 590781605) (4 pages) | Page 22 |
| R32-2020-06-12-021 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/263 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE LE CATEAU-CAMBRESIS (FINESS N° 590781621) (3 pages) | Page 27 |
| R32-2020-06-12-022 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/264 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE FOURMIES (FINESS N° 590781662) (3 pages) | Page 31 |
| R32-2020-06-12-023 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/265 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE LE QUESNOY (FINESS N° 590781670) (3 pages) | Page 35 |
| R32-2020-06-12-024 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/267 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE SAMBRE-AVESNOIS (MAUBEUGE) (FINESS N° 590781803) (3 pages) | Page 39 |
| R32-2020-06-12-025 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/269 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE TOURCOING (FINESS N° 590781902) (3 pages) | Page 43 |
| R32-2020-06-12-026 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/270 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN (FINESS N° 590782165) (3 pages) | Page 47 |
| R32-2020-06-12-027 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/271 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-AMAND-LES-EAUX (FINESS N° 590782207) (3 pages) | Page 51 |

| | |
|--|---------|
| R32-2020-06-12-028 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/272 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES (FINESS N° 590782215) (4 pages) | Page 55 |
| R32-2020-06-12-029 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/273 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE ROUBAIX (FINESS N° 590782421) (4 pages) | Page 60 |
| R32-2020-06-12-030 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/274 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE WATTRELOS (FINESS N° 590782439) (3 pages) | Page 65 |
| R32-2020-06-12-031 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/275 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER D'ARMENTIERES (FINESS N° 590782637) (3 pages) | Page 69 |
| R32-2020-06-12-038 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/282 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE LENS (FINESS N° 620100685) (3 pages) | Page 73 |
| R32-2020-06-12-039 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/283 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE CALAIS (FINESS N° 620101337) (4 pages) | Page 77 |
| R32-2020-06-12-040 - ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/285 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL (FINESS N° 620103432) (4 pages) | Page 82 |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-016

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/258
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE SOMAIN (FINESS N° 590780052)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/258 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE SOMAIN (FINESS N° 590780052)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de SOMAIN au titre de l'exercice 2020 est fixé à **12 100 140 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------|-------------|------|--------------------|-------------------|------------|
| - DOTATION IFAQ : | 51 132 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 26 564 € | | | - IFAQ SSR : | 24 568 € |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 569 371 € | (R : | 58 161 € / NR : | 386 560 € / JPE : | 124 650 €) |
| - Total MIG MCO : | 179 936 € | (R : | 55 286 € / NR : | 0 € / JPE : | 124 650 €) |
| - Phase 1 : | 179 936 € | (R : | 55 286 € / NR : | 0 € / JPE : | 124 650 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 389 435 € | (R : | 2 875 € / NR : | 386 560 €) | |
| - Phase 1 : | 265 853 € | (R : | 2 875 € / NR : | 262 978 €) | |
| - Phase 1bis : | 123 582 € | (R : | 0 € / NR : | 123 582 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 6 834 196 € | (R : | 6 831 918 € / NR : | 2 278 €) | |
| - Phase 1 : | 6 834 196 € | (R : | 6 831 918 € / NR : | 2 278 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 3 689 852 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 3 354 152 € | (R : | 3 350 780 € / NR : | 3 372 €) | |
| - Phase 1 : | 3 354 152 € | (R : | 3 350 780 € / NR : | 3 372 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 335 700 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 955 589 € | (R : | 955 589 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 955 589 € | (R : | 955 589 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier de SOMAIN
n° FINESS 590780052
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/258

| | | | |
|---|------------------|----------------|-----------|
| - DOTATION IFAQ : | 51 132 € | | |
| - IFAQ MCO : | 26 564 € | - IFAQ SSR : | 24 568 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 179 936 € | | |
| - Phase 1 : | 179 936 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 389 435 € | | |
| - Phase 1 : | 265 853 € | - Phase 1bis : | 123 582 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 123 582 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 123 582 € | | |

| | |
|--|------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 569 371 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 58 161 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 386 560 € |
| - Total MCO JPE : | 124 650 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 6 834 196 € | | |
| - Phase 1 : | 6 834 196 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 3 689 852 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 3 354 152 € | | |
| - Phase 1 : | 3 354 152 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - DMA théorique 2020 : | 335 700 € | | |
| - TOTAL USLD : | 955 589 € | | |
| - Phase 1 : | 955 589 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 12 100 140 € | | |
| - Phase 1 : | 11 976 558 € | | |
| - Phase 1bis : | 123 582 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-017

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/259
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE DE LILLE (FINESS N° 590780193)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/259 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE LILLE (FINESS N° 590780193)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier Universitaire de LILLE au titre de l'exercice 2020 est fixé à **274 429 774 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|---|---------------|--|--|--|--|
| - TOTAL FORFAITS : | 13 346 208 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 8 454 732 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 953 630 € | | | | |
| - au titre du forfait "greffes" : | 3 796 746 € | | | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 141 100 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 3 755 664 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 3 610 373 € | | | | |
| - IFAQ SSR : | 145 291 € | | | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 196 463 794 € | (R : 27 133 473 € / NR : 28 472 579 € / JPE : 140 857 742 €) | | | |
| - Total MIG MCO : | 157 391 116 € | (R : 16 463 374 € / NR : 70 000 € / JPE : 140 857 742 €) | | | |
| - Phase 1 : | 157 391 116 € | (R : 16 463 374 € / NR : 70 000 € / JPE : 140 857 742 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : 0 € / NR : 0 € / JPE : 0 €) | | | |
| - Total AC MCO : | 39 072 678 € | (R : 10 670 099 € / NR : 28 402 579 €) | | | |
| - Phase 1 : | 33 109 257 € | (R : 10 670 099 € / NR : 22 439 158 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 5 963 421 € | (R : 0 € / NR : 5 963 421 €) | | | |
| - TOTAL DAF PSY : | 35 782 177 € | (R : 35 285 884 € / NR : 496 293 €) | | | |
| - Phase 1 : | 35 782 177 € | (R : 35 285 884 € / NR : 496 293 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : 0 € / NR : 0 €) | | | |
| - TOTAL SSR : | 21 790 580 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 19 228 397 € | (R : 18 810 867 € / NR : 417 530 €) | | | |
| - Phase 1 : | 19 228 397 € | (R : 18 810 867 € / NR : 417 530 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : 0 € / NR : 0 €) | | | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 262 342 € | (R : 0 € / NR : 27 210 € / JPE : 235 132 €) | | | |
| - Total MIG SSR : | 235 132 € | (R : 0 € / NR : 0 € / JPE : 235 132 €) | | | |
| - Phase 1 : | 235 132 € | (R : 0 € / NR : 0 € / JPE : 235 132 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : 0 € / NR : 0 € / JPE : 0 €) | | | |
| - Total AC SSR : | 27 210 € | (R : 0 € / NR : 27 210 €) | | | |
| - Phase 1 : | 27 210 € | (R : 0 € / NR : 27 210 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : 0 € / NR : 0 €) | | | |
| - DMA théorique 2020 : | 2 142 055 € | | | | |
| - ACE théoriques 2020 : | 157 786 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 3 291 351 € | (R : 3 291 351 € / NR : 0 €) | | | |
| - Phase 1 : | 3 291 351 € | (R : 3 291 351 € / NR : 0 €) | | | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : 0 € / NR : 0 €) | | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier Universitaire de LILLE
n° FINESS 590780193
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/259

| | | | |
|---|----------------------|----------------|-------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 13 346 208 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 8 454 732 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 953 630 € | | |
| - au titre du forfait "greffes" : | 3 796 746 € | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 141 100 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 3 755 664 € | | |
| - IFAQ MCO : | 3 610 373 € | - IFAQ SSR : | 145 291 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 157 391 116 € | | |
| - Phase 1 : | 157 391 116 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 39 072 678 € | | |
| - Phase 1 : | 33 109 257 € | - Phase 1bis : | 5 963 421 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : | 5 963 421 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 5 963 421 € | | |

| | |
|-------------------------------------|----------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 196 463 794 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 27 133 473 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 28 472 579 € |
| - Total MCO JPE : | 140 857 742 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 35 782 177 € | | |
| - Phase 1 : | 35 782 177 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 21 790 580 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 19 228 397 € | | |
| - Phase 1 : | 19 228 397 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 235 132 € | | |
| - Phase 1 : | 235 132 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 27 210 € | | |
| - Phase 1 : | 27 210 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|-------------------------------------|------------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 262 342 € |
| - Total MIGAC SSR reductibles : | 0 € |
| - Total MIGAC SSR non reductibles : | 27 210 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 235 132 € |

| | | | |
|--------------------------------|----------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 2 142 055 € | | |
| - ACE théoriques 2020 : | 157 786 € | | |
| - TOTAL USLD : | 3 291 351 € | | |
| - Phase 1 : | 3 291 351 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 274 429 774 € | | |
| - Phase 1 : | 268 466 353 € | | |
| - Phase 1bis : | 5 963 421 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-018

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/260
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU GROUPE HOSPITALIER
DE SECLIN CARVIN (FINESS N° 590780227)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/260 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU GROUPE HOSPITALIER DE SECLIN CARVIN (FINESS N° 590780227)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Groupe Hospitalier de SECLIN CARVIN au titre de l'exercice 2020 est fixé à **17 625 313 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------------|---------------------|------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 739 506 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 2 739 506 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 435 947 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 357 177 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 78 770 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 2 546 796 € | (R : | 153 671 € / NR : | 1 739 987 € / JPE : | 653 138 €) |
| - Total MIG MCO : | 753 138 € | (R : | 100 000 € / NR : | 0 € / JPE : | 653 138 €) |
| - Phase 1 : | 753 138 € | (R : | 100 000 € / NR : | 0 € / JPE : | 653 138 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 1 793 658 € | (R : | 53 671 € / NR : | 1 739 987 €) | |
| - Phase 1 : | 1 352 466 € | (R : | 53 671 € / NR : | 1 298 795 €) | |
| - Phase 1bis : | 441 192 € | (R : | 0 € / NR : | 441 192 €) | |
| - TOTAL SSR : | 10 074 208 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 8 970 052 € | (R : | 8 942 891 € / NR : | 27 161 €) | |
| - Phase 1 : | 8 970 052 € | (R : | 8 942 891 € / NR : | 27 161 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 41 273 € | (R : | 7 063 € / NR : | 0 € / JPE : | 34 210 €) |
| - Total MIG SSR : | 34 210 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 34 210 €) |
| - Phase 1 : | 34 210 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 34 210 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 7 063 € | (R : | 7 063 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 7 063 € | (R : | 7 063 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 1 062 883 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 1 828 856 € | (R : | 1 828 856 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 1 828 856 € | (R : | 1 828 856 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Groupe Hospitalier de SECLIN CARVIN
n° FINESS 590780227
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/260

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 739 506 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 2 739 506 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 435 947 € | | |
| - IFAQ MCO : | 357 177 € | - IFAQ SSR : | 78 770 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 753 138 € | | |
| - Phase 1 : | 753 138 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 1 793 658 € | | |
| - Phase 1 : | 1 352 466 € | - Phase 1bis : | 441 192 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 441 192 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : 441 192 € | | | |

| | |
|--|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 2 546 796 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 153 671 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 1 739 987 € |
| - Total MCO JPE : | 653 138 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 10 074 208 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 8 970 052 € | | |
| - Phase 1 : | 8 970 052 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 34 210 € | | |
| - Phase 1 : | 34 210 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 7 063 € | | |
| - Phase 1 : | 7 063 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 41 273 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 7 063 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 34 210 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 1 062 883 € | | |
| - TOTAL USLD : | 1 828 856 € | | |
| - Phase 1 : | 1 828 856 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 17 625 313 € | | |
| - Phase 1 : | 17 184 121 € | | |
| - Phase 1bis : | 441 192 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-019

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/261
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE DUNKERQUE (FINESS N° 590781415)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/261 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE DUNKERQUE (FINESS N° 590781415)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de DUNKERQUE au titre de l'exercice 2020 est fixé à **14 393 710 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|---|-------------|--------------|-------------|--------|----------------------------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 3 757 465 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 3 392 675 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 251 910 € | | | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 112 880 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 702 897 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 697 090 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 5 807 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 9 614 488 € | (R : | 1 447 895 € | / NR : | 2 956 972 € / JPE : 5 209 621 €) |
| - Total MIG MCO : | 6 523 665 € | (R : | 1 314 044 € | / NR : | 0 € / JPE : 5 209 621 €) |
| - Phase 1 : | 6 523 665 € | (R : | 1 314 044 € | / NR : | 0 € / JPE : 5 209 621 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Total AC MCO : | 3 090 823 € | (R : | 133 851 € | / NR : | 2 956 972 €) |
| - Phase 1 : | 2 367 188 € | (R : | 133 851 € | / NR : | 2 233 337 €) |
| - Phase 1bis : | 723 635 € | (R : | 0 € | / NR : | 723 635 €) |
| - TOTAL SSR : | 318 860 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 272 608 € | (R : | 272 608 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 1 : | 272 608 € | (R : | 272 608 € | / NR : | 0 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |
| - DMA théorique 2020 : | 46 252 € | | | | |


Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Madame la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie des Flandres sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de DUNKERQUE
n° FINESS 590781415
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/261

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 3 757 465 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 3 392 675 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 251 910 € | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 112 880 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 702 897 € | | |
| - IFAQ MCO : | 697 090 € | - IFAQ SSR : | 5 807 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 6 523 665 € | | |
| - Phase 1 : | 6 523 665 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 3 090 823 € | | |
| - Phase 1 : | 2 367 188 € | - Phase 1bis : | 723 635 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 723 635 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : 723 635 € | | | |

| | |
|--|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 9 614 488 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 1 447 895 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 2 956 972 € |
| - Total MCO JPE : | 5 209 621 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 318 860 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 272 608 € | | |
| - Phase 1 : | 272 608 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - DMA théorique 2020 : | 46 252 € | | |
| - TOTAL GENERAL : | 14 393 710 € | | |
| - Phase 1 : | 13 670 075 € | | |
| - Phase 1bis : | 723 635 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-020

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/262
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE CAMBRAI (FINESS N° 590781605)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/262 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE CAMBRAI (FINESS N° 590781605)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de CAMBRAI au titre de l'exercice 2020 est fixé à **26 110 306 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|---|--------------|--------------|---------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 282 475 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 923 045 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 309 630 € | | | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 49 800 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 443 910 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 430 111 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 13 799 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 6 627 229 € | (R : | 1 836 488 € / NR : | 2 224 065 € / JPE : | 2 566 676 €) |
| - Total MIG MCO : | 2 712 633 € | (R : | 145 957 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 566 676 €) |
| - Phase 1 : | 2 712 633 € | (R : | 145 957 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 566 676 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 3 914 596 € | (R : | 1 690 531 € / NR : | 2 224 065 €) | |
| - Phase 1 : | 3 415 719 € | (R : | 1 690 531 € / NR : | 1 725 188 €) | |
| - Phase 1bis : | 498 877 € | (R : | 0 € / NR : | 498 877 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 13 671 266 € | (R : | 13 668 455 € / NR : | 2 811 €) | |
| - Phase 1 : | 13 671 266 € | (R : | 13 668 455 € / NR : | 2 811 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 1 251 989 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 1 090 627 € | (R : | 1 085 038 € / NR : | 5 589 €) | |
| - Phase 1 : | 1 090 627 € | (R : | 1 085 038 € / NR : | 5 589 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 4 142 € | (R : | 4 142 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 4 142 € | (R : | 4 142 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 4 142 € | (R : | 4 142 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 157 220 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 1 833 437 € | (R : | 1 833 437 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 1 833 437 € | (R : | 1 833 437 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

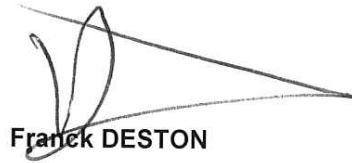
Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de CAMBRAI
n° FINESS 590781605
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/262

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 282 475 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 923 045 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 309 630 € | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 49 800 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 443 910 € | | |
| - IFAQ MCO : | 430 111 € | - IFAQ SSR : | 13 799 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 2 712 633 € | | |
| - Phase 1 : | 2 712 633 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 3 914 596 € | | |
| - Phase 1 : | 3 415 719 € | - Phase 1bis : | 498 877 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 498 877 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 498 877 € | | |

| | |
|--|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 6 627 229 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 1 836 488 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 2 224 065 € |
| - Total MCO JPE : | 2 566 676 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 13 671 266 € | | |
| - Phase 1 : | 13 671 266 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 1 251 989 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 1 090 627 € | | |
| - Phase 1 : | 1 090 627 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 4 142 € | | |
| - Phase 1 : | 4 142 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 4 142 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 4 142 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 0 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 157 220 € | | |
| - TOTAL USLD : | 1 833 437 € | | |
| - Phase 1 : | 1 833 437 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 26 110 306 € | | |
| - Phase 1 : | 25 611 429 € | | |
| - Phase 1bis : | 498 877 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-021

ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/263

**PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS**

**APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE LE CATEAU-CAMBRESIS (FINESS N° 590781621)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/263 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE LE CATEAU-CAMBRESIS (FINESS N° 590781621)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de LE CATEAU-CAMBRESIS au titre de l'exercice 2020 est fixé à **4 976 799 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|-------------|------|--------------------|-------------------|------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 943 292 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 943 292 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 86 734 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 66 487 € | | | | |
| | | | - IFAQ SSR : | 20 247 € | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 915 001 € | (R : | 84 525 € / NR : | 563 664 € / JPE : | 266 812 €) |
| - Total MIG MCO : | 348 467 € | (R : | 81 655 € / NR : | 0 € / JPE : | 266 812 €) |
| - Phase 1 : | 348 467 € | (R : | 81 655 € / NR : | 0 € / JPE : | 266 812 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 566 534 € | (R : | 2 870 € / NR : | 563 664 €) | |
| - Phase 1 : | 451 004 € | (R : | 2 870 € / NR : | 448 134 €) | |
| - Phase 1bis : | 115 530 € | (R : | 0 € / NR : | 115 530 €) | |
| - TOTAL SSR : | 3 031 772 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 2 736 735 € | (R : | 2 730 565 € / NR : | 6 170 €) | |
| - Phase 1 : | 2 736 735 € | (R : | 2 730 565 € / NR : | 6 170 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 22 073 € | (R : | 22 073 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 22 073 € | (R : | 22 073 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 22 073 € | (R : | 22 073 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 272 964 € | | | | |

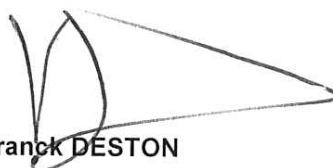
Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUIN 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier de LE CATEAU-CAMBRESIS
n° FINESS 590781621
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/263

| | | | |
|---|------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 943 292 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 943 292 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 86 734 € | | |
| - IFAQ MCO : | 66 487 € | - IFAQ SSR : | 20 247 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 348 467 € | | |
| - Phase 1 : | 348 467 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 566 534 € | | |
| - Phase 1 : | 451 004 € | - Phase 1bis : | 115 530 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : | 115 530 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 115 530 € | | |

| | |
|-------------------------------------|------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 915 001 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 84 525 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 563 664 € |
| - Total MCO JPE : | 266 812 € |

| | | | |
|--------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 3 031 772 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 2 736 735 € | | |
| - Phase 1 : | 2 736 735 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 22 073 € | | |
| - Phase 1 : | 22 073 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|-------------------------------------|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 22 073 € |
| - Total MIGAC SSR reductibles : | 22 073 € |
| - Total MIGAC SSR non reductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 0 € |

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| - DMA théorique 2020 : | 272 964 € |
| - TOTAL GENERAL : | 4 976 799 € |
| - Phase 1 : | 4 861 269 € |
| - Phase 1bis : | 115 530 € |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-022

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/264
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE FOURMIES (FINESS N° 590781662)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/264 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE FOURMIES (FINESS N° 590781662)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la

contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de FOURMIES au titre de l'exercice 2020 est fixé à **7 863 566 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|-------------|------|--------------------|-------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 943 292 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 943 292 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 153 223 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 139 997 € | | | | |
| | | | - IFAQ SSR : | 13 226 € | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 2 020 949 € | (R : | 96 601 € / NR : | 793 721 € / JPE : | 1 130 627 €) |
| - Total MIG MCO : | 1 191 041 € | (R : | 60 414 € / NR : | 0 € / JPE : | 1 130 627 €) |
| - Phase 1 : | 1 191 041 € | (R : | 60 414 € / NR : | 0 € / JPE : | 1 130 627 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 829 908 € | (R : | 36 187 € / NR : | 793 721 €) | |
| - Phase 1 : | 652 412 € | (R : | 36 187 € / NR : | 616 225 €) | |
| - Phase 1bis : | 177 496 € | (R : | 0 € / NR : | 177 496 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 2 580 614 € | (R : | 2 079 832 € / NR : | 500 782 €) | |
| - Phase 1 : | 2 580 614 € | (R : | 2 079 832 € / NR : | 500 782 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 1 283 645 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 1 111 394 € | (R : | 1 103 550 € / NR : | 7 844 €) | |
| - Phase 1 : | 1 111 394 € | (R : | 1 103 550 € / NR : | 7 844 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 172 251 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 881 843 € | (R : | 881 843 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 881 843 € | (R : | 881 843 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de FOURMIES
n° FINESS 590781662
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/264

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 943 292 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 943 292 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 153 223 € | | |
| - IFAQ MCO : | 139 997 € | - IFAQ SSR : | 13 226 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 1 191 041 € | | |
| - Phase 1 : | 1 191 041 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 829 908 € | | |
| - Phase 1 : | 652 412 € | - Phase 1bis : | 177 496 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 177 496 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 177 496 € | | |

| | |
|--|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 2 020 949 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 96 601 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 793 721 € |
| - Total MCO JPE : | 1 130 627 € |

| | | | |
|-------------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 2 580 614 € | | |
| - Phase 1 : | 2 580 614 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 1 283 645 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 1 111 394 € | | |
| - Phase 1 : | 1 111 394 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - DMA théorique 2020 : | 172 251 € | | |
| - TOTAL USLD : | 881 843 € | | |
| - Phase 1 : | 881 843 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 7 863 566 € | | |
| - Phase 1 : | 7 686 070 € | | |
| - Phase 1bis : | 177 496 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-023

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/265
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE LE QUESNOY (FINESS N° 590781670)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/265 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE LE QUESNOY (FINESS N° 590781670)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la

contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de LE QUESNOY au titre de l'exercice 2020 est fixé à **11 510 619 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------|-------------|--------------|--------------------|-------------------|-----------|
| - DOTATION IFAQ : | 126 469 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 39 289 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 87 180 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 1 667 050 € | (R : | 1 169 767 € / NR : | 491 949 € / JPE : | 5 334 €) |
| - Total MIG MCO : | 5 334 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 5 334 €) |
| - Phase 1 : | 5 334 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 5 334 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 1 661 716 € | (R : | 1 169 767 € / NR : | 491 949 €) | |
| - Phase 1 : | 1 526 231 € | (R : | 1 169 767 € / NR : | 356 464 €) | |
| - Phase 1bis : | 135 485 € | (R : | 0 € / NR : | 135 485 €) | |
| - TOTAL SSR : | 8 380 913 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 7 362 008 € | (R : | 7 270 806 € / NR : | 91 202 €) | |
| - Phase 1 : | 7 362 008 € | (R : | 7 270 806 € / NR : | 91 202 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 34 387 € | (R : | 511 € / NR : | 0 € / JPE : | 33 876 €) |
| - Total MIG SSR : | 33 876 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 33 876 €) |
| - Phase 1 : | 33 876 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 33 876 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 511 € | (R : | 511 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 511 € | (R : | 511 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 984 518 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 1 336 187 € | (R : | 1 336 187 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 1 336 187 € | (R : | 1 336 187 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de LE QUESNOY
n° FINESS 590781670
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/265

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - DOTATION IFAQ : | 126 469 € | | |
| - IFAQ MCO : | 39 289 € | - IFAQ SSR : | 87 180 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 5 334 € | | |
| - Phase 1 : | 5 334 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 1 661 716 € | | |
| - Phase 1 : | 1 526 231 € | - Phase 1bis : | 135 485 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : 135 485 € | | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : 135 485 € | | | |

| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 1 667 050 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 1 169 767 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 491 949 € |
| - Total MCO JPE : | 5 334 € |

| | | | |
|--------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 8 380 913 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 7 362 008 € | | |
| - Phase 1 : | 7 362 008 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 33 876 € | | |
| - Phase 1 : | 33 876 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 511 € | | |
| - Phase 1 : | 511 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|-------------------------------------|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 34 387 € |
| - Total MIGAC SSR reductibles : | 511 € |
| - Total MIGAC SSR non reductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 33 876 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 984 518 € | | |
| - TOTAL USLD : | 1 336 187 € | | |
| - Phase 1 : | 1 336 187 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 11 510 619 € | | |
| - Phase 1 : | 11 375 134 € | | |
| - Phase 1bis : | 135 485 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-024

ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/267

PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS

APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE SAMBRE-AVESNOIS (MAUBEUGE) (FINESS N°
590781803)

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/267 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE SAMBRE-AVESNOIS (MAUBEUGE) (FINESS N° 590781803)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de SAMBRE-AVESNOIS (Maubeuge) au titre de l'exercice 2020 est fixé à **27 664 361 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|---|--------------|--------------|---------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 3 400 776 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 3 066 091 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 178 230 € | | | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 156 455 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 371 123 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 371 123 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | | 0 € | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 7 737 839 € | (R : | 1 430 617 € / NR : | 2 081 154 € / JPE : | 4 226 068 €) |
| - Total MIG MCO : | 5 510 975 € | (R : | 1 284 907 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 226 068 €) |
| - Phase 1 : | 5 510 975 € | (R : | 1 284 907 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 226 068 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 2 226 864 € | (R : | 145 710 € / NR : | 2 081 154 €) | |
| - Phase 1 : | 1 690 177 € | (R : | 145 710 € / NR : | 1 544 467 €) | |
| - Phase 1bis : | 536 687 € | (R : | 0 € / NR : | 536 687 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 16 154 623 € | (R : | 16 136 732 € / NR : | 17 891 €) | |
| - Phase 1 : | 16 154 623 € | (R : | 16 136 732 € / NR : | 17 891 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUN 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier de SAMBRE-AVESNOIS (Maubeuge)
n° FINESS 590781803
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/267

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 3 400 776 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 3 066 091 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 178 230 € | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 156 455 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 371 123 € | | |
| - IFAQ MCO : | 371 123 € | - IFAQ SSR : | 0 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 5 510 975 € | | |
| - Phase 1 : | 5 510 975 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 2 226 864 € | | |
| - Phase 1 : | 1 690 177 € | - Phase 1bis : | 536 687 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : | 536 687 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 536 687 € | | |

| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 7 737 839 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 1 430 617 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 2 081 154 € |
| - Total MCO JPE : | 4 226 068 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 16 154 623 € | | |
| - Phase 1 : | 16 154 623 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 27 664 361 € | | |
| - Phase 1 : | 27 127 674 € | | |
| - Phase 1bis : | 536 687 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-025

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/269
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE TOURCOING (FINESS N° 590781902)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/269 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE TOURCOING (FINESS N° 590781902)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la

contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de TOURCOING au titre de l'exercice 2020 est fixé à **22 453 578 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 902 798 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 2 902 798 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 612 505 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 564 451 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 48 054 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 10 289 737 € | (R : | 539 795 € / NR : | 3 615 731 € / JPE : | 6 134 211 €) |
| - Total MIG MCO : | 6 422 435 € | (R : | 288 224 € / NR : | 0 € / JPE : | 6 134 211 €) |
| - Phase 1 : | 6 422 435 € | (R : | 288 224 € / NR : | 0 € / JPE : | 6 134 211 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 3 867 302 € | (R : | 251 571 € / NR : | 3 615 731 €) | |
| - Phase 1 : | 3 175 875 € | (R : | 251 571 € / NR : | 2 924 304 €) | |
| - Phase 1bis : | 691 427 € | (R : | 0 € / NR : | 691 427 €) | |
| - TOTAL SSR : | 6 899 902 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 6 232 422 € | (R : | 6 181 615 € / NR : | 50 807 €) | |
| - Phase 1 : | 6 232 422 € | (R : | 6 181 615 € / NR : | 50 807 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 19 737 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 19 737 €) |
| - Total MIG SSR : | 19 737 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 19 737 €) |
| - Phase 1 : | 19 737 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 19 737 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - DMA théorique 2020 : | 647 743 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 1 748 636 € | (R : | 1 748 636 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 1 748 636 € | (R : | 1 748 636 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Roubaix-Tourcoing sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUIN 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de TOURCOING
n° FINESS 590781902
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/269

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 2 902 798 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 2 902 798 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 612 505 € | | |
| - IFAQ MCO : | 564 451 € | - IFAQ SSR : | 48 054 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 6 422 435 € | | |
| - Phase 1 : | 6 422 435 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 3 867 302 € | | |
| - Phase 1 : | 3 175 875 € | - Phase 1bis : | 691 427 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 691 427 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 691 427 € | | |

| | |
|--|---------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 10 289 737 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 539 795 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 3 615 731 € |
| - Total MCO JPE : | 6 134 211 € |

| | | | |
|--------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 6 899 902 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 6 232 422 € | | |
| - Phase 1 : | 6 232 422 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 19 737 € | | |
| - Phase 1 : | 19 737 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 19 737 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 0 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 19 737 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 647 743 € | | |
| - TOTAL USLD : | 1 748 636 € | | |
| - Phase 1 : | 1 748 636 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 22 453 578 € | | |
| - Phase 1 : | 21 762 151 € | | |
| - Phase 1bis : | 691 427 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-026

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/270
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE DENAIN (FINESS N° 590782165)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/270 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN (FINESS N° 590782165)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la

contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de DENAIN au titre de l'exercice 2020 est fixé à **20 196 395 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|-------------|------|--------------------|---------------------|------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 1 759 753 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 759 753 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 287 212 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 260 935 € | | | | |
| | | | - IFAQ SSR : | 26 277 € | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 2 179 050 € | (R : | 68 016 € / NR : | 1 377 790 € / JPE : | 733 244 €) |
| - Total MIG MCO : | 790 844 € | (R : | 57 600 € / NR : | 0 € / JPE : | 733 244 €) |
| - Phase 1 : | 790 844 € | (R : | 57 600 € / NR : | 0 € / JPE : | 733 244 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 1 388 206 € | (R : | 10 416 € / NR : | 1 377 790 €) | |
| - Phase 1 : | 1 025 164 € | (R : | 10 416 € / NR : | 1 014 748 €) | |
| - Phase 1bis : | 363 042 € | (R : | 0 € / NR : | 363 042 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 9 969 345 € | (R : | 9 967 919 € / NR : | 1 426 €) | |
| - Phase 1 : | 9 969 345 € | (R : | 9 967 919 € / NR : | 1 426 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 4 002 462 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 3 619 955 € | (R : | 3 615 084 € / NR : | 4 871 €) | |
| - Phase 1 : | 3 619 955 € | (R : | 3 615 084 € / NR : | 4 871 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 382 507 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 1 998 573 € | (R : | 1 998 573 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 1 998 573 € | (R : | 1 998 573 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUIN 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de DENAIN

n° FINESS 590782165

Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/270

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 1 759 753 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 759 753 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 287 212 € | | |
| - IFAQ MCO : | 260 935 € | - IFAQ SSR : | 26 277 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 790 844 € | | |
| - Phase 1 : | 790 844 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 1 388 206 € | | |
| - Phase 1 : | 1 025 164 € | - Phase 1bis : | 363 042 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 363 042 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 363 042 € | | |

| | |
|--|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 2 179 050 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 68 016 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 1 377 790 € |
| - Total MCO JPE : | 733 244 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 9 969 345 € | | |
| - Phase 1 : | 9 969 345 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 4 002 462 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 3 619 955 € | | |
| - Phase 1 : | 3 619 955 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - DMA théorique 2020 : | 382 507 € | | |
| - TOTAL USLD : | 1 998 573 € | | |
| - Phase 1 : | 1 998 573 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 20 196 395 € | | |
| - Phase 1 : | 19 833 353 € | | |
| - Phase 1bis : | 363 042 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-027

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/271
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE SAINT-AMAND-LES-EAUX (FINESS N°
590782207)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/271 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-AMAND-LES-EAUX (FINESS N° 590782207)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la

contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de SAINT-AMAND-LES-EAUX au titre de l'exercice 2020 est fixé à **16 148 974 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------|-------------|--------------|--------------------|-------------------|------------|
| - DOTATION IFAQ : | 120 713 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 53 227 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 67 486 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 732 572 € | (R : | 222 983 € / NR : | 509 557 € / JPE : | 32 €) |
| - Total MIG MCO : | 215 174 € | (R : | 215 142 € / NR : | 0 € / JPE : | 32 €) |
| - Phase 1 : | 215 174 € | (R : | 215 142 € / NR : | 0 € / JPE : | 32 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 517 398 € | (R : | 7 841 € / NR : | 509 557 €) | |
| - Phase 1 : | 369 660 € | (R : | 7 841 € / NR : | 361 819 €) | |
| - Phase 1bis : | 147 738 € | (R : | 0 € / NR : | 147 738 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 8 848 801 € | (R : | 8 846 236 € / NR : | 2 565 €) | |
| - Phase 1 : | 8 848 801 € | (R : | 8 846 236 € / NR : | 2 565 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 6 446 888 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 5 583 348 € | (R : | 5 493 138 € / NR : | 90 210 €) | |
| - Phase 1 : | 5 583 348 € | (R : | 5 493 138 € / NR : | 90 210 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 203 336 € | (R : | 14 250 € / NR : | 14 992 € / JPE : | 174 094 €) |
| - Total MIG SSR : | 174 094 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 174 094 €) |
| - Phase 1 : | 174 094 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 174 094 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 29 242 € | (R : | 14 250 € / NR : | 14 992 €) | |
| - Phase 1 : | 29 242 € | (R : | 14 250 € / NR : | 14 992 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 660 204 € | | | | |


Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier de SAINT-AMAND-LES-EAUX
n° FINESS 590782207
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/271

| | | | |
|---|------------------|----------------|-----------|
| - DOTATION IFAQ : | 120 713 € | | |
| - IFAQ MCO : | 53 227 € | - IFAQ SSR : | 67 486 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 215 174 € | | |
| - Phase 1 : | 215 174 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 517 398 € | | |
| - Phase 1 : | 369 660 € | - Phase 1bis : | 147 738 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : 147 738 € | | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : 147 738 € | | | |

| | |
|--|------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 732 572 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 222 983 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 509 557 € |
| - Total MCO JPE : | 32 € |

| | | | |
|--------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 8 848 801 € | | |
| - Phase 1 : | 8 848 801 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 6 446 888 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 5 583 348 € | | |
| - Phase 1 : | 5 583 348 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 174 094 € | | |
| - Phase 1 : | 174 094 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 29 242 € | | |
| - Phase 1 : | 29 242 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|------------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 203 336 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 14 250 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 14 992 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 174 094 € |

| | |
|-------------------------------|---------------------|
| - DMA théorique 2020 : | 660 204 € |
| - TOTAL GENERAL : | 16 148 974 € |
| - Phase 1 : | 16 001 236 € |
| - Phase 1bis : | 147 738 € |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-028

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/272
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE VALENCIENNES (FINESS N° 590782215)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/272 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES (FINESS N° 590782215)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de VALENCIENNES au titre de l'exercice 2020 est fixé à **66 024 090 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|---|--------------|--------------|---------------------|---------------------|---------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 5 861 669 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 5 188 889 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 452 830 € | | | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 219 950 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 1 822 844 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 1 751 562 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 71 282 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 24 102 008 € | (R : | 6 844 472 € / NR : | 6 013 021 € / JPE : | 11 244 515 €) |
| - Total MIG MCO : | 13 925 534 € | (R : | 2 681 019 € / NR : | 0 € / JPE : | 11 244 515 €) |
| - Phase 1 : | 13 925 534 € | (R : | 2 681 019 € / NR : | 0 € / JPE : | 11 244 515 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 10 176 474 € | (R : | 4 163 453 € / NR : | 6 013 021 €) | |
| - Phase 1 : | 8 636 431 € | (R : | 4 163 453 € / NR : | 4 472 978 €) | |
| - Phase 1bis : | 1 540 043 € | (R : | 0 € / NR : | 1 540 043 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 24 058 015 € | (R : | 24 053 104 € / NR : | 4 911 €) | |
| - Phase 1 : | 24 058 015 € | (R : | 24 053 104 € / NR : | 4 911 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 7 168 984 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 6 330 605 € | (R : | 6 303 946 € / NR : | 26 659 €) | |
| - Phase 1 : | 6 330 605 € | (R : | 6 303 946 € / NR : | 26 659 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 31 728 € | (R : | 29 040 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 688 €) |
| - Total MIG SSR : | 2 688 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 688 €) |
| - Phase 1 : | 2 688 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 688 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 29 040 € | (R : | 29 040 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 29 040 € | (R : | 29 040 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 774 694 € | | | | |
| - ACE théoriques 2020 : | 31 957 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 3 010 570 € | (R : | 3 010 570 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 3 010 570 € | (R : | 3 010 570 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |


Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de VALENCIENNES
n° FINESS 590782215
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/272

| | | | |
|---|---------------------|----------------|-------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 5 861 669 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 5 188 889 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 452 830 € | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 219 950 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 1 822 844 € | | |
| - IFAQ MCO : | 1 751 562 € | - IFAQ SSR : | 71 282 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 13 925 534 € | | |
| - Phase 1 : | 13 925 534 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 10 176 474 € | | |
| - Phase 1 : | 8 636 431 € | - Phase 1bis : | 1 540 043 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : | 1 540 043 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 1 540 043 € | | |

| | |
|-------------------------------------|---------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 24 102 008 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 6 844 472 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 6 013 021 € |
| - Total MCO JPE : | 11 244 515 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 24 058 015 € | | |
| - Phase 1 : | 24 058 015 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 7 168 984 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 6 330 605 € | | |
| - Phase 1 : | 6 330 605 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 2 688 € | | |
| - Phase 1 : | 2 688 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 29 040 € | | |
| - Phase 1 : | 29 040 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|-------------------------------------|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 31 728 € |
| - Total MIGAC SSR reductibles : | 29 040 € |
| - Total MIGAC SSR non reductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 2 688 € |

| | | | |
|--------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 774 694 € | | |
| - ACE théoriques 2020 : | 31 957 € | | |
| - TOTAL USLD : | 3 010 570 € | | |
| - Phase 1 : | 3 010 570 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 66 024 090 € | | |
| - Phase 1 : | 64 484 047 € | | |
| - Phase 1bis : | 1 540 043 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-029

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/273
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE ROUBAIX (FINESS N° 590782421)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/273 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE ROUBAIX (FINESS N° 590782421)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de ROUBAIX au titre de l'exercice 2020 est fixé à **33 759 413 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|---|--------------|--------------|---------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 4 721 748 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 4 372 428 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 180 000 € | | | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 169 320 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 993 745 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 923 965 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 69 780 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 12 279 008 € | (R : | 917 549 € / NR : | 4 079 700 € / JPE : | 7 281 759 €) |
| - Total MIG MCO : | 7 608 662 € | (R : | 326 903 € / NR : | 0 € / JPE : | 7 281 759 €) |
| - Phase 1 : | 7 608 662 € | (R : | 326 903 € / NR : | 0 € / JPE : | 7 281 759 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 4 670 346 € | (R : | 590 646 € / NR : | 4 079 700 €) | |
| - Phase 1 : | 3 623 579 € | (R : | 590 646 € / NR : | 3 032 933 €) | |
| - Phase 1bis : | 1 046 767 € | (R : | 0 € / NR : | 1 046 767 €) | |
| - TOTAL SSR : | 12 031 993 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 10 877 418 € | (R : | 10 855 705 € / NR : | 21 713 €) | |
| - Phase 1 : | 10 877 418 € | (R : | 10 855 705 € / NR : | 21 713 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 77 626 € | (R : | 66 882 € / NR : | 0 € / JPE : | 10 744 €) |
| - Total MIG SSR : | 10 744 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 10 744 €) |
| - Phase 1 : | 10 744 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 10 744 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 66 882 € | (R : | 66 882 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 66 882 € | (R : | 66 882 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 1 076 949 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 3 732 919 € | (R : | 3 732 919 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 3 732 919 € | (R : | 3 732 919 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Roubaix-Tourcoing sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de ROUBAIX
n° FINESS 590782421
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/273

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 4 721 748 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 4 372 428 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 180 000 € | | |
| - au titre du forfait "maladies rénales chroniques" : | 169 320 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 993 745 € | | |
| - IFAQ MCO : | 923 965 € | - IFAQ SSR : | 69 780 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 7 608 662 € | | |
| - Phase 1 : | 7 608 662 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 4 670 346 € | | |
| - Phase 1 : | 3 623 579 € | - Phase 1bis : | 1 046 767 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : | 1 046 767 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 1 046 767 € | | |

| | |
|-------------------------------------|---------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 12 279 008 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 917 549 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 4 079 700 € |
| - Total MCO JPE : | 7 281 759 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 12 031 993 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 10 877 418 € | | |
| - Phase 1 : | 10 877 418 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 10 744 € | | |
| - Phase 1 : | 10 744 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 66 882 € | | |
| - Phase 1 : | 66 882 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|-------------------------------------|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 77 626 € |
| - Total MIGAC SSR reductibles : | 66 882 € |
| - Total MIGAC SSR non reductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 10 744 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 1 076 949 € | | |
| - TOTAL USLD : | 3 732 919 € | | |
| - Phase 1 : | 3 732 919 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 33 759 413 € | | |
| - Phase 1 : | 32 712 646 € | | |
| - Phase 1bis : | 1 046 767 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-030

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/274
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE WATTRELOS (FINESS N° 590782439)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/274 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE WATTRELOS (FINESS N° 590782439)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

- Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;
- Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;
- Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
- Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;
- Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;
- Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;
- Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;
- Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;
- Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
 - la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
 - l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;
- Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;
- Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de WATTRELOS au titre de l'exercice 2020 est fixé à **4 024 320 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------|-------------|------|--------------------|-------------------|-----------|
| - DOTATION IFAQ : | 55 011 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 34 033 € | | | - IFAQ SSR : | 20 978 € |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 364 935 € | (R : | 23 916 € / NR : | 329 069 € / JPE : | 11 950 €) |
| - Total MIG MCO : | 34 327 € | (R : | 22 377 € / NR : | 0 € / JPE : | 11 950 €) |
| - Phase 1 : | 34 327 € | (R : | 22 377 € / NR : | 0 € / JPE : | 11 950 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 330 608 € | (R : | 1 539 € / NR : | 329 069 €) | |
| - Phase 1 : | 242 385 € | (R : | 1 539 € / NR : | 240 846 €) | |
| - Phase 1bis : | 88 223 € | (R : | 0 € / NR : | 88 223 €) | |
| - TOTAL SSR : | 3 604 374 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 3 323 530 € | (R : | 3 317 732 € / NR : | 5 798 €) | |
| - Phase 1 : | 3 323 530 € | (R : | 3 317 732 € / NR : | 5 798 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 4 061 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 061 €) |
| - Total MIG SSR : | 4 061 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 061 €) |
| - Phase 1 : | 4 061 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 061 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - DMA théorique 2020 : | 276 783 € | | | | |

Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Roubaix-Tourcoing sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier de WATTRELOS
n° FINESS 590782439
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/274

| | | | |
|---|------------------|----------------|----------|
| - DOTATION IFAQ : | 55 011 € | | |
| - IFAQ MCO : | 34 033 € | - IFAQ SSR : | 20 978 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 34 327 € | | |
| - Phase 1 : | 34 327 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 330 608 € | | |
| - Phase 1 : | 242 385 € | - Phase 1bis : | 88 223 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 88 223 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 88 223 € | | |

| | |
|--|------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 364 935 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 23 916 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 329 069 € |
| - Total MCO JPE : | 11 950 € |

| | | | |
|--------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 3 604 374 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 3 323 530 € | | |
| - Phase 1 : | 3 323 530 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 4 061 € | | |
| - Phase 1 : | 4 061 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 4 061 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 0 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 4 061 € |

- DMA théorique 2020 : 276 783 €

| | |
|--------------------------|--------------------|
| - TOTAL GENERAL : | 4 024 320 € |
| - Phase 1 : | 3 936 097 € |
| - Phase 1bis : | 88 223 € |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-031

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/275
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
D'ARMENTIERES (FINESS N° 590782637)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/275 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER D'ARMENTIERES (FINESS N° 590782637)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la

contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier d'ARMENTIERES au titre de l'exercice 2020 est fixé à **12 484 449 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|-------------|------|--------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 1 923 045 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 923 045 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 348 435 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 317 716 € | | | | |
| | | | - IFAQ SSR : | 30 719 € | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 5 106 024 € | (R : | 262 110 € / NR : | 1 750 836 € / JPE : | 3 093 078 €) |
| - Total MIG MCO : | 3 124 106 € | (R : | 31 028 € / NR : | 0 € / JPE : | 3 093 078 €) |
| - Phase 1 : | 3 124 106 € | (R : | 31 028 € / NR : | 0 € / JPE : | 3 093 078 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 1 981 918 € | (R : | 231 082 € / NR : | 1 750 836 €) | |
| - Phase 1 : | 1 601 370 € | (R : | 231 082 € / NR : | 1 370 288 €) | |
| - Phase 1bis : | 380 548 € | (R : | 0 € / NR : | 380 548 €) | |
| - TOTAL SSR : | 3 222 614 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 2 921 855 € | (R : | 2 906 626 € / NR : | 15 229 €) | |
| - Phase 1 : | 2 921 855 € | (R : | 2 906 626 € / NR : | 15 229 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 300 759 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 1 884 331 € | (R : | 1 884 331 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 1 884 331 € | (R : | 1 884 331 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

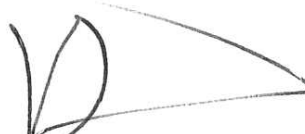
Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Madame la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie des Flandres sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUIN 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier d'ARMENTIERES
n° FINESS 590782637
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/275

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 1 923 045 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 923 045 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 348 435 € | | |
| - IFAQ MCO : | 317 716 € | - IFAQ SSR : | 30 719 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 3 124 106 € | | |
| - Phase 1 : | 3 124 106 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 1 981 918 € | | |
| - Phase 1 : | 1 601 370 € | - Phase 1bis : | 380 548 € |
| - Mesures AC MCO non reductibles : | 380 548 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 380 548 € | | |

| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 5 106 024 € |
| - Total MIGAC MCO reductibles : | 262 110 € |
| - Total MIGAC MCO non reductibles : | 1 750 836 € |
| - Total MCO JPE : | 3 093 078 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL SSR : | 3 222 614 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 2 921 855 € | | |
| - Phase 1 : | 2 921 855 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - DMA théorique 2020 : | 300 759 € | | |
| - TOTAL USLD : | 1 884 331 € | | |
| - Phase 1 : | 1 884 331 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 12 484 449 € | | |
| - Phase 1 : | 12 103 901 € | | |
| - Phase 1bis : | 380 548 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-038

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/282
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE LENS (FINESS N° 620100685)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/282 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE LENS (FINESS N° 620100685)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de LENS au titre de l'exercice 2020 est fixé à **44 565 161 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------|-----------------------------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 4 137 689 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 3 719 259 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 418 430 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 761 937 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 761 937 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | | 0 € | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 22 940 129 € | (R : | 2 778 839 € | / NR : | 11 168 665 € / JPE : 8 992 625 €) |
| - Total MIG MCO : | 10 619 479 € | (R : | 1 626 854 € | / NR : | 0 € / JPE : 8 992 625 €) |
| - Phase 1 : | 10 619 479 € | (R : | 1 626 854 € | / NR : | 0 € / JPE : 8 992 625 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 € / JPE : 0 €) |
| - Total AC MCO : | 12 320 650 € | (R : | 1 151 985 € | / NR : | 11 168 665 €) |
| - Phase 1 : | 11 239 224 € | (R : | 1 151 985 € | / NR : | 10 087 239 €) |
| - Phase 1bis : | 1 081 426 € | (R : | 0 € | / NR : | 1 081 426 €) |
| - TOTAL DAF PSY : | 16 725 406 € | (R : | 16 711 348 € | / NR : | 14 058 €) |
| - Phase 1 : | 16 725 406 € | (R : | 16 711 348 € | / NR : | 14 058 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € | / NR : | 0 €) |


Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de l'Artois sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUIN 2020**

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé


Franck DESTON

Centre Hospitalier de LENS
n° FINESS 620100685
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/282

| | | | |
|---|---------------------|----------------|-------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 4 137 689 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 3 719 259 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 418 430 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 761 937 € | | |
| - IFAQ MCO : | 761 937 € | - IFAQ SSR : | 0 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 10 619 479 € | | |
| - Phase 1 : | 10 619 479 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 12 320 650 € | | |
| - Phase 1 : | 11 239 224 € | - Phase 1bis : | 1 081 426 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 1 081 426 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 1 081 426 € | | |

| | |
|--|---------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 22 940 129 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 2 778 839 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 11 168 665 € |
| - Total MCO JPE : | 8 992 625 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 16 725 406 € | | |
| - Phase 1 : | 16 725 406 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 44 565 161 € | | |
| - Phase 1 : | 43 483 735 € | | |
| - Phase 1bis : | 1 081 426 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-039

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/283
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE CALAIS (FINESS N° 620101337)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/283 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE CALAIS (FINESS N° 620101337)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de CALAIS au titre de l'exercice 2020 est fixé à **39 336 865 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|--|--------------|--------------|---------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 3 016 476 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 2 739 506 € | | | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 276 970 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 564 047 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 495 523 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 68 524 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 14 993 036 € | (R : | 8 051 346 € / NR : | 2 629 570 € / JPE : | 4 312 120 €) |
| - Total MIG MCO : | 4 872 120 € | (R : | 560 000 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 312 120 €) |
| - Phase 1 : | 4 872 120 € | (R : | 560 000 € / NR : | 0 € / JPE : | 4 312 120 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 10 120 916 € | (R : | 7 491 346 € / NR : | 2 629 570 €) | |
| - Phase 1 : | 9 499 508 € | (R : | 7 491 346 € / NR : | 2 008 162 €) | |
| - Phase 1bis : | 621 408 € | (R : | 0 € / NR : | 621 408 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 11 386 073 € | (R : | 11 382 419 € / NR : | 3 654 €) | |
| - Phase 1 : | 11 386 073 € | (R : | 11 382 419 € / NR : | 3 654 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 8 495 841 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 7 623 736 € | (R : | 7 617 745 € / NR : | 5 991 €) | |
| - Phase 1 : | 7 623 736 € | (R : | 7 617 745 € / NR : | 5 991 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 103 571 € | (R : | 71 508 € / NR : | 0 € / JPE : | 32 063 €) |
| - Total MIG SSR : | 32 063 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 32 063 €) |
| - Phase 1 : | 32 063 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 32 063 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 71 508 € | (R : | 71 508 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 71 508 € | (R : | 71 508 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 768 534 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 881 392 € | (R : | 881 392 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 881 392 € | (R : | 881 392 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |


Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de la Côte d'Opale sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de CALAIS
n° FINESS 620101337
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/283

| | | | |
|---|---------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 3 016 476 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 2 739 506 € | | |
| - au titre du forfait "prélèvements d'organes" : | 276 970 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 564 047 € | | |
| - IFAQ MCO : | 495 523 € | - IFAQ SSR : | 68 524 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 4 872 120 € | | |
| - Phase 1 : | 4 872 120 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 10 120 916 € | | |
| - Phase 1 : | 9 499 508 € | - Phase 1bis : | 621 408 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 621 408 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 621 408 € | | |

| | |
|--|---------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 14 993 036 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 8 051 346 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 2 629 570 € |
| - Total MCO JPE : | 4 312 120 € |

| | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 11 386 073 € | | |
| - Phase 1 : | 11 386 073 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 8 495 841 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 7 623 736 € | | |
| - Phase 1 : | 7 623 736 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 32 063 € | | |
| - Phase 1 : | 32 063 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 71 508 € | | |
| - Phase 1 : | 71 508 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|------------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 103 571 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 71 508 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 32 063 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 768 534 € | | |
| - TOTAL USLD : | 881 392 € | | |
| - Phase 1 : | 881 392 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 39 336 865 € | | |
| - Phase 1 : | 38 715 457 € | | |
| - Phase 1bis : | 621 408 € | | |

Agence régionale de santé Hauts-de-France

R32-2020-06-12-040

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/285
PORTANT FIXATION DU MONTANT DES
DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER
DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL (FINESS
N° 620103432)**

**ARRETE N°DOS/SDES/AR/CB/2020/P1BIS/285 PORTANT FIXATION DU MONTANT DES DOTATIONS
APPLICABLE EN 2020 AU CENTRE HOSPITALIER DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL (FINESS N° 620103432)**

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE

Vu le code de la santé publique, et notamment en ses articles L.6145-1 et suivants, R.6145-1 et suivants ;

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment en ses articles L.162-22 et suivants, L.174-1 à L.174-4, R.162-28 et suivants, et notamment l'article R.162-36 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 17 juillet 2019 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France – M. CHAMPION (Étienne) ;

Vu le décret n°2020-698 du 8 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19 ;

Vu le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020 complétant le décret n° 2020-548 du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté modifié du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R.174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 modifiant l'arrêté du 5 mai 2017 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins de suite et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité social et pris pour l'application de l'article R. 162-34-1 du même code ;

Vu l'arrêté du 18 juin 2019 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2019 relatif aux montants du forfait journalier hospitalier prévu à l'article L.174-4 du code de la sécurité sociale ;

Vu les arrêtés du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 :

- l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
- l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 27 février 2020 fixant pour l'année 2020 l'objectif de dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins de suite et de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant pour l'année 2020 les éléments tarifaires mentionnés aux 1 à 3 du I de l'article L. 162-23-4 du code de la sécurité sociale et au 2° du E du III de l'article 78 modifié de la loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté du 3 juin 2020 fixant pour l'année 2020 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation prévues aux articles L. 162-22-13 et L. 162-23-8 du code de la sécurité sociale ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu la circulaire n° DGOS/R1/2020/60 du 20 avril 2020 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2020 des établissements de santé ;

Vu le projet régional de santé (PRS) de la région Hauts-de-France, en particulier, le schéma régional d'organisation des soins du PRS, arrêté par la directrice générale de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 5 juillet 2018 ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 13 mars 2020 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu le CPOM de l'établissement ;

ARRETE

Article 1 – Le montant des dotations allouées au Centre Hospitalier de l'Arrondissement de MONTREUIL au titre de l'exercice 2020 est fixé à **15 578 613 €**.

Il se décompose de la façon suivante :

| | | | | | |
|------------------------------------|-------------|--------------|--------------------|---------------------|--------------|
| - TOTAL FORFAITS : | 1 759 753 € | | | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 759 753 € | | | | |
| - DOTATION IFAQ : | 290 773 € | | | | |
| - IFAQ MCO : | 270 545 € | | | | |
| | | - IFAQ SSR : | 20 228 € | | |
| - TOTAL MIGAC MCO : | 4 037 439 € | (R : | 355 196 € / NR : | 1 600 732 € / JPE : | 2 081 511 €) |
| - Total MIG MCO : | 2 232 471 € | (R : | 150 960 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 081 511 €) |
| - Phase 1 : | 2 232 471 € | (R : | 150 960 € / NR : | 0 € / JPE : | 2 081 511 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC MCO : | 1 804 968 € | (R : | 204 236 € / NR : | 1 600 732 €) | |
| - Phase 1 : | 1 427 572 € | (R : | 204 236 € / NR : | 1 223 336 €) | |
| - Phase 1bis : | 377 396 € | (R : | 0 € / NR : | 377 396 €) | |
| - TOTAL DAF PSY : | 6 032 631 € | (R : | 6 028 256 € / NR : | 4 375 €) | |
| - Phase 1 : | 6 032 631 € | (R : | 6 028 256 € / NR : | 4 375 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL SSR : | 2 491 965 € | | | | |
| - TOTAL DAF - SSR : | 2 193 989 € | (R : | 2 190 087 € / NR : | 3 902 €) | |
| - Phase 1 : | 2 193 989 € | (R : | 2 190 087 € / NR : | 3 902 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - TOTAL MIGAC SSR : | 29 596 € | (R : | 9 596 € / NR : | 0 € / JPE : | 20 000 €) |
| - Total MIG SSR : | 20 000 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 20 000 €) |
| - Phase 1 : | 20 000 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 20 000 €) |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 € / JPE : | 0 €) |
| - Total AC SSR : | 9 596 € | (R : | 9 596 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 9 596 € | (R : | 9 596 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |
| - DMA théorique 2020 : | 268 380 € | | | | |
| - TOTAL USLD : | 966 052 € | (R : | 966 052 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1 : | 966 052 € | (R : | 966 052 € / NR : | 0 €) | |
| - Phase 1bis : | 0 € | (R : | 0 € / NR : | 0 €) | |

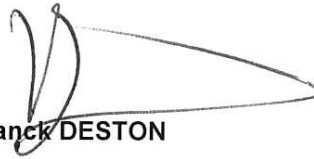
Article 2 – Une annexe au présent arrêté détaille la répartition des crédits ainsi notifiés.

Article 3 – Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy (6 rue du Haut-Bourgeois – C.O. 50015 – 54035 Nancy Cedex) dans le délai franc d'un mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Monsieur le directeur de l'offre de soins et Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de la Côte d'Opale sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 JUIN 2020

Pour le Directeur général de l'Agence
régionale de santé et par délégation,
Le responsable du service Allocation de
ressources aux établissements de santé



Franck DESTON

Centre Hospitalier de l'Arrondissement de MONTREUIL
n° FINESS 620103432
Annexe de l'arrêté n° DOS/SDES/AR/CB/2020/P1bis/285

| | | | |
|---|--------------------|----------------|-----------|
| - TOTAL FORFAITS : | 1 759 753 € | | |
| - au titre du forfait "urgences" : | 1 759 753 € | | |
| - DOTATION IFAQ : | 290 773 € | | |
| - IFAQ MCO : | 270 545 € | - IFAQ SSR : | 20 228 € |
| - TOTAL MIG MCO : | 2 232 471 € | | |
| - Phase 1 : | 2 232 471 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC MCO : | 1 804 968 € | | |
| - Phase 1 : | 1 427 572 € | - Phase 1bis : | 377 396 € |
| - Mesures AC MCO non reconductibles : | 377 396 € | | |
| - Dispositif indemnitaire exceptionnel (crise COVID) pour les personnels de la fonction publique hospitalière : | 377 396 € | | |

| | |
|--|--------------------|
| - TOTAL MIGAC MCO : | 4 037 439 € |
| - Total MIGAC MCO reconductibles : | 355 196 € |
| - Total MIGAC MCO non reconductibles : | 1 600 732 € |
| - Total MCO JPE : | 2 081 511 € |

| | | | |
|--------------------------|--------------------|----------------|-----|
| - TOTAL DAF PSY : | 6 032 631 € | | |
| - Phase 1 : | 6 032 631 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL SSR : | 2 491 965 € | | |
| - TOTAL DAF SSR : | 2 193 989 € | | |
| - Phase 1 : | 2 193 989 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL MIG SSR : | 20 000 € | | |
| - Phase 1 : | 20 000 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL AC SSR : | 9 596 € | | |
| - Phase 1 : | 9 596 € | - Phase 1bis : | 0 € |

| | |
|--|-----------------|
| - TOTAL MIGAC SSR : | 29 596 € |
| - Total MIGAC SSR reconductibles : | 9 596 € |
| - Total MIGAC SSR non reconductibles : | 0 € |
| - Total MIG SSR JPE : | 20 000 € |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------|----------------|-----|
| - DMA théorique 2020 : | 268 380 € | | |
| - TOTAL USLD : | 966 052 € | | |
| - Phase 1 : | 966 052 € | - Phase 1bis : | 0 € |
| - TOTAL GENERAL : | 15 578 613 € | | |
| - Phase 1 : | 15 201 217 € | | |
| - Phase 1bis : | 377 396 € | | |